



KPMG SA  
51 avenue Simone Veil  
51-57 ZAC Nice Meridia -  
Immeuble Anis  
06200 Nice

Siret : 782 531 669 000 29

# Organisme de Gestion de l'Institut Fénélon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

Organisme de Gestion de l'Institut Fénélon  
7 avenue Y. E. Baudoin - 06130 GRASSE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre





KPMG SA  
51 avenue Simone Veil  
51-57 ZAC Nice Mendia -  
Immeuble Anis  
06200 Nice

## **Organisme de Gestion de l'Institut Fénelon**

7 avenue Y. E. Baudoin - 06130 GRASSE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 août 2024

À l'Assemblée Générale de l'Organisme de Gestion de l'Institut Fénelon,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Organisme de Gestion de l'Institut Fénelon relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre





auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en





œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nice, le 26 mars 2025

KPMG S.A

Philippe LEVERT

Commissaire aux comptes



OGEC Fenelon Grasse BILAN ACTIF AU 31/08/2024

Exercice N: 01/09/23-31/08/24

Exercice N-1: 01/09/22-31/08/23

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	125 282	119 693	5 589	5 219
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et	125 282	119 693	5 589	5 219
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	41 540 588	19 151 229	22 389 359	22 993 000
Terrains	1 204 329		1 204 329	1 204 329
Constructions	34 036 288	14 135 886	19 900 402	20 772 552
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 756 338	4 989 491	766 847	824 936
Autres immobilisations corporelles	29 637	25 852	3 785	4 872
Immobilisations corporelles en cours	513 996		513 996	186 311
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières	189 884		189 884	172 414
Participations et Créances rattachées	14 016		14 016	16
Autres titres immobilisés	154 922		154 922	150 452
Prêts				
Autres	20 946		20 946	21 946
<b>Total I</b>	<b>41 855 754</b>	<b>19 270 922</b>	<b>22 584 832</b>	<b>23 170 633</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>5 039 080</b>	<b>34 990</b>	<b>5 004 090</b>	<b>5 073 912</b>
Stocks et en-cours			0	0
Avances et acomptes			0	0
Créances	256 187	34 990	221 197	164 431
Créances clients, usagers et comptes rattachés	256 187	34 990	221 197	164 431
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	437 355		437 355	613 401
Valeurs mobilières de placement			0	0
Instruments de trésorerie			0	0
Disponibilités	4 268 095		4 268 095	4 232 812
Charges constatées d'avance	77 443		77 443	63 268
<b>Total II</b>	<b>5 039 080</b>	<b>34 990</b>	<b>5 004 090</b>	<b>5 073 912</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>46 894 834</b>	<b>19 305 912</b>	<b>27 588 922</b>	<b>28 244 545</b>



**OGEC Fenelon Grasse      BILAN PASSIF AU 31/08/2024**

Exercice N: 01/09/23-31/08/24

Exercice N-1: 01/09/22-31/08/23

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	805 074	805 074
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	5 022 737	5 022 737
Report à nouveau	953 643	1 428 225
Excédent ou déficit de l'exercice	-56 724	-474 582
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>6 724 730</b>	<b>6 781 454</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 003 807	936 246
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>Total I</b>	<b>1 003 807</b>	<b>936 246</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques Provisions pour charges	15 000	10 000
Provisions pour charges	118 250	104 399
<b>Total III</b>	<b>133 250</b>	<b>114 399</b>
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	17 822 593	18 658 695
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	422 716	423 129
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	394 930	619 100
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	342 244	353 535
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	517 213	182 415
Autres dettes	187 639	159 263
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	39 801	16 309
<b>Total IV</b>	<b>19 727 135</b>	<b>20 412 446</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>27 588 922</b>	<b>28 244 545</b>



COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024

Exercice N: 01/09/23-31/08/24

Exercice N-1: 01/09/22-31/08/23

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon CRC 1999-01)	Variations N/N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations			
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de produits et marchandises, travaux, études			
Ventes de prestations de service	6 520 008	5 909 290	610 718
dont parrainages			
Participation des familles			
Produits des activités annexes			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	2 245 764	2 190 144	55 620
Subventions			
Produits liés à des financements réglementaires			
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	26 875	74 787	-47 912
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits			
Cotisations			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs et donations			
Contributions financières reçues			
Versement des fondateurs			
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat			
Autres produits	15 892	6 880	9 012
<b>Total I</b>	<b>8 808 539</b>	<b>8 181 101</b>	<b>627 438</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Achats de matières premières			
Autres achats et charges externes	3 016 245	3 665 003	-648 758
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	442 141	409 041	33 100
Salaires et traitements	2 478 643	2 067 594	411 049
Charges sociales	960 889	739 841	221 048
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 454 715	1 424 759	29 956
Dotations aux provisions	13 851	0	13 851
Reports en fonds dédiés			
Autres charges			
Aides financières			
Autres charges	13 228	5 801	7 427
<b>Total II</b>	<b>8 379 713</b>	<b>8 312 039</b>	<b>67 674</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>428 826</b>	<b>-130 938</b>	<b>559 764</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	31 169	7 042	24 127
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>Total III</b>	<b>31 169</b>	<b>7 042</b>	<b>24 127</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilées	636 339	664 132	-27 793
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
<b>Total IV</b>	<b>636 339</b>	<b>664 132</b>	<b>-27 793</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-605 170</b>	<b>-657 091</b>	<b>51 921</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-176 344</b>	<b>-788 029</b>	<b>611 685</b>



COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/09/2023 au 31/08/2024

Exercice N: 01/09/23-31/08/24  
Exercice N-1: 01/09/22-31/08/23

<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
Sur opérations de gestion	11 617	6 079	5 538
Sur opérations en capital	113 274	126 149	-12 875
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	0	186 000	-186 000
<b>Total V</b>	<b>124 891</b>	<b>318 228</b>	<b>-193 337</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
Sur opérations de gestion	271	174	97
Sur exercices antérieurs	0	0	0
Sur opérations en capital	0	4 607	-4 607
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 000	0	5 000
<b>Total VI</b>	<b>5 271</b>	<b>4 781</b>	<b>490</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>119 620</b>	<b>313 447</b>	<b>-193 827</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>8 964 599</b>	<b>8 506 371</b>	<b>458 228</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>9 021 323</b>	<b>8 980 953</b>	<b>40 370</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>			
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-56 724</b>	<b>-474 582</b>	<b>417 858</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature	252 968	252 968	
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>	<b>252 968</b>	<b>252 968</b>	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et services	252 968	252 968	
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>	<b>252 968</b>	<b>252 968</b>	



**ORGANISME DE GESTION DE  
L'INSTITUTION FENELON**

**Annexe  
Aux comptes annuels de l'exercice clos  
Le 31 août 2024  
Montant en EUR**

**31/08/2024  
Organisme de gestion de l'institution Fénelon  
7 AV YV BAUDOIN – 06130 GRASSE  
L'Annexe contient 11 pages**



## SOMMAIRE

1	Objet social	3
1.1	Faits majeurs de l'exercice	3
1.1.1	Evénements principaux de l'exercice	3
1.1.2	Evènements postérieurs à la clôture	4
1.2	Principes, règles et méthodes comptables	4
1.3	Détail du projet associatif	4
2	Informations relatives au bilan	4
2.1	Bilan actif	5
2.1.1	Immobilisations corporelles – Mouvements principaux	5
2.2	Bilan passif	6
2.2.1	Variation des fonds associatifs	6
2.2.2	Provisions – Mouvements principaux	7
2.2.3	Echéances des créances et des dettes	7
2.3	Subventions d'investissement reçues au cours de l'exercice	8
2.4	Charges à payer	8
3	Le compte de résultat	9
3.1	Les produits	9
3.2	Les charges	10
4	Engagements	11
4.1	Engagements reçus	11
4.2	Engagements donnés	11
4.3	Engagements en matière de crédit-bail	11



## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'objet social reste d'assurer, conformément aux dispositions réglementaires, la fondation et l'entretien d'écoles catholiques ainsi que la gestion de tout ce qui de près ou de loin se rapporte à l'éducation et à l'enseignement.

### 1.1 Faits majeurs de l'exercice

#### 1.1.1 Evénements principaux de l'exercice

L'exercice est constitué de douze mois.

A la clôture, les comptes font apparaître un total bilan de 27 588 k€ et génèrent un résultat avant affectation de - 56K€. Il faut noter que cette année le résultat d'exploitation est positif de 428ke contrairement à N-1(-130ke) mais il ne suffit pas à compenser les intérêts d'emprunt. (636ke).

- Les principaux événements de l'exercice sont les suivants :  
Nous avons eu en 2022/2023 une seule classe de CP classe internationale(anglais) et cette année nous avons ouvert tous les niveaux de classe du primaire en section inter(anglais) donc 150 élèves de plus en Inter et au total 33 élèves de plus en primaire. Nous avons pour la première fois passé la barre des 700 élèves au primaire (705 élèves) et la proportion d'élèves en section inter est de 21% (soit 150/705élèves). Elle est de 36% en N+1(265/747élèves) : Le tarif de la section inter étant plus élevé....
- De plus nous avons réalisé les travaux et aménagements suivants :
  - D'une part des travaux d'agrandissement du réfectoire du collège qui avaient commencé en été 2023 pour se terminer en octobre 2023 pour un montant total de 324ke dont 48ke de gros œuvres,68ke de façades extérieurs,50ke de plomberie,107ke de décoration intérieur (carrelage peinture) et 50ke de mobilier. Pour cette opération nous avons eu une subvention de 161ke de la part du département des A.M.
  - D'autre part nous avons reçu une subvention de 10ke de la part de la Région pour changer les vidéoprojecteurs des salles de classes du lycée.
  - Pour finir nous avons effectué des achats de matériel informatique pour 20ke et du mobilier scolaire pour 14ke.

#### 1.1.2 Evénements postérieurs à la clôture.

Pas d'événements particuliers suite à la clôture de l'exercice.



## 1.2 Principes, règles et méthodes comptables

### - Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

### Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

#### Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 2.1.1.

## 2 Informations relatives au bilan

### 2.1 Bilan actif

#### 2.1.1 Immobilisations corporelles – Mouvements principaux

- Tableau des mouvements en valeur brute (en K€)



ORGANISME DE GESTION DE L'INSTITUTION FENELON  
Annexe  
Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2024

Postes	Valeur au 31/08/2023	Augmentation	Diminution	Valeur au 31/08/2024
Terrains	1 204	-		1 204
Constructions	33 704	332	-	34 036
Installations Techniques Matériel et outillage et autres	5 639	147		5 786
Autres immobilisations corporelles (immo en cours et acompte sur immo)	186	514	186	514
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>40 733</b>	<b>993</b>	<b>186</b>	<b>41 540</b>

▪ Tableau des mouvements des dotations aux amortissements (en K€)

Postes	31/08/2023	Dotation	Reprise	31/08/2024
Terrains	-	-	-	-
Constructions	12 932	1 204	-	14 136
Installations Techniques Matériel et outillage et autres	4 809	206	-	5 015
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
<b>Total immobilisations corporelles</b>	<b>17 741</b>	<b>1 410</b>	<b>-</b>	<b>19 151</b>

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- Logiciel : 1 an
- Construction : de 15 à 50 ans
- Installation technique matériel et outillage : de 3 à 10 ans
- Mobiliers matériel de bureau et informatique : de 3 à 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans



## 2.2 Bilan passif

### 2.2.1 Fonds associatifs (en K€)

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

#### Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	31/08/2023	Augmentation	Diminution	31/08/2024
<b>Fonds propres/fonds associatifs</b>				
- Fonds associatifs sans droit de reprise	805	-	-	805
- Fonds associatifs avec droit de reprise	-	-	-	-
- Réserves et report à nouveau	6 451		474	5 976
- Subventions d'investissement et Taxes d'apprentissage	936	181	113	1 004
<b>Total</b>	<b>8 192</b>	<b>181</b>	<b>587</b>	<b>7 786</b>

#### Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.



## 2.2.2 Provisions – Mouvements principaux (en K€)

	Valeur au 31/08/2023	Dotations	Reprise	Valeur au 31/08/2024
Provisions pour risques	10	5(1)	-	15
Provisions pour charges	104	14(2)		118
<b>Total Général</b>	<b>114</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>133</b>

(1) nous avons provisionné des frais d'avocat 5ke suite à l'assignation au tribunal par l'entreprise RTP (sous-traitant de Cari Fayat) des entreprises suivantes ; SAS FAYAT BATIMENT-SAS BESSANE ET MOREL ARCHITECTES-SARL C2A ET FENELON GRASSE concernant le chantier école TOMBAREL

(2) ajustement de +14 Ke du montant de la PIDR (provision pour indemnités de départ à la retraite) au 31/8/24 :

Les hypothèses retenues pour le calcul des indemnités de départ à la retraite sont :  
Age de départ 65 ans et des salaires brut 2023-2024. Ce calcul tient compte de la probabilité de présence dans l'entreprise jusqu'au départ en retraite et c'est une estimation qui est modifiée en fonction de l'âge et de l'ancienneté.

## 2.2.3 Echéances des créances et des dettes (en K€)

Rubriques	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu'à 1 an	A plus d'1 an
<b>CREANCES</b>			
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	155	4	151
Autres créances			
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	256	256	
Autres créances	437	437	
Charges constatées d'avance	77(1)	77	
<b>Total</b>	<b>925</b>	<b>774</b>	<b>151</b>

(1) Les charges constatées d'avance : il s'agit de charges d'exploitations notamment des contrats d'assurance pour N+1 et des travaux contrats d'entretien réalisés fin août et qui concerne N+1.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



Rubriques	Montant Brut	Echéances	
		Jusqu'à 1 an	A plus d'1 an
<b>DETTES</b>			
<b>Dettes financières :</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses	17 822	904	16 918
<b>Autres dettes :</b>			
Dettes fournisseurs	912	912	
Autres dettes	953	953	
Produits constatés d'avance	40 (2)	40	
<b>Total</b>	<b>19 727</b>	<b>2 809</b>	<b>16 918</b>

(2) Il s'agit de la taxe d'apprentissage collectée à affecter en N+1.

### 2.3 Subventions d'investissement reçues au cours de l'exercice

Origine du financement	Montant (k€)	Nature des biens financés
Département	161	Travaux d'extension du réfectoire du collège (gros œuvres cloisons faux plafonds élec plomberie)
Région	10	Remplacement des vidéoprojecteur salle de classe pour le lycée Fénelon

### 2.4 Charges à payer

	Montant
Fournisseurs – Factures non parvenues	74 202
Personnel – dettes provisionnées	33 120
Organismes sociaux	13 248
Etat charges à payer	44 941
<b>Total</b>	<b>165 511</b>



### 3 LE COMPTE DE RESULTAT

#### 3.1 Les produits

##### Concours publics et subventions d'exploitation

##### Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
  - Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.
- Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

##### Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

##### Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics en K€		776	1 397			2 174
Subvention d'exploitation en K€					72	72

Le montant des produits s'élève à 8 964 k€ soit une augmentation de 5.4 %(+458K€) par rapport à l'année précédente. Cette différence s'explique par l'ouverture de tous les niveaux de classes du primaire en section internationale anglais soit +158ke de recettes et l'effectif augmentant ainsi que les tarifs les recettes de l'école du collège et du lycée augmente de 157ke aussi. De plus nous avons ouvert un niveau MASTERE (8 élèves) (spécialité : chaîne d'approvisionnement) avec de nouvelles recettes +55ke.Comme nous avons plus d'élèves les droits d'inscriptions augmentent(+20ke) et les recettes du poste demi-pension augmentent de 1 16ke (tarifs augmentent aussi de 2%)

Ces produits se décomposent en :

- Les ventes de prestations de service (participation des familles) 6 520 k€
- Les subventions pour 2 245 k€
- Les autres produits et reprise/provisions et transfert de charges pour 43 k€
- Les produits exceptionnels pour 125 k€ (dont 1 13 k€ d'opération en capital)
- Les produits financiers pour 31 k€



### 3.2 Les charges

Le montant total des charges s'élève à 9 021 k€, soit une augmentation de 0.44%(+40K€) par rapport à l'année précédente. Cette variation s'explique essentiellement par 2 postes de charges qui se compensent : Achats et charges externes baissent de 648ke car en N-1 nous avons engagé de grosses dépenses de réparation concernant le mur de soutènement de la route au lycée et la démolition du bâtiment L14 (au lyc) pour 713ke..et l'autre poste étant la masse salariale qui augmente de façon importante cette année +633ke car nous avons recruté des profs pour enseigner en section internationale primaire et aussi des profs pour notre nouveau MASTERE (+40ke salaires) et notre BTS en alternance (+48ke salaire)..On peut remarquer aussi que le poste impôts et taxe augmente de 33ke et c'est surtout dû à l'augmentation de la taxe/salaires.

Ces charges se décomposent en :

- Achat de matières 1ere et autre approvisionnement 3 016k€
- Impôts et taxes 442 k€
- Coût de personnel 3 440 k€
- Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et autres charges 1 468 k€
- Charges exceptionnelles 5 k€
- Autres charges (pertes/créances) 13K€
- Charges financières 636 k€

La moyenne des effectifs salariés pour 2023-2024 : 64.92 personnes.

Le montant total des salaires des trois personnes les mieux rémunérés est de : 275k€

Le montant de la prov. pour départ à la retraite du personnel O.G.E.C est de 118 k€ contre 104k€ pour N-1.

Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;

Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;

Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

En ce qui concerne le bâtiment du lycée nous bénéficions d'un commodat sans titre dont le loyer théorique est estimé à 252 968€ euros/an. Le loyer représente 3.5% de la valeur à neuf de reconstruction des bâtiments du lycée.

### Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	15.57
Agents de maîtrise et Techniciens	12.48
Employés	24.10
Ouvriers	12.77
Total	64.92



## Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

### 4.1 Engagements reçus

L'INSTITUT FENELON bénéficie d'une garantie de la Mairie de Grasse pour un emprunt de 600 k€ d'une durée de 20 ans souscrite le 13/9/06 auprès de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur.

Acquisition d'un terrain 5 avenue Y.E Baudoin pour 2 650 k€ en 2012 et Caution de la ville de Grasse.

Concernant l'aménagement des nouveaux bâtiments pour 3 900 k€ sur 2012-2013 la garantie des emprunts est la suivante :

- Emprunt 2 553 k€ (3 enveloppes 202 k€ 817 k€ 1 533k€) caution ville de Grasse
- Emprunt 1044 k€ caution bancaire SACCEF

Concernant la construction de l'école TOMBAREL dont le budget global avoisinait les 17 Millions € et nous avons souscrit le 18/12/15 un emprunt de 14.5 Millions (remboursement avec différé de 2 ans) auprès de la Caisse d'Epargne Côte d'Azur.

Nous bénéficions d'une garantie de 50% de la ville de Grasse (soit 7.25 Millions) et à hauteur de 9 Millions par hypothèque conventionnelle.

Nous avons souscrit à un emprunt complémentaire en 2018 de 1.8M€/20ans et 253ke en crédit-bail pour réaliser les derniers aménagements et travaux complémentaires de la nouvelle école. La garantie donnée est une garantie bancaire CGEC à hauteur de 75% de l'emprunt.

Détail des cautions bancaires et avals

Néant

### 4.2 Engagements donnés

Le montant à réaliser des travaux d'accessibilité pour les handicapés est actuellement estimé à 850 k€ au 31/08/23, travaux que nous devrons réaliser en 2024 ou 2025

### 4.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

<i>Crédit- bail</i>	<i>Redevances payées</i>	<i>Redevances restant à payer</i>
<i>Meubles de bureau et de magasin</i>	<i>1555.58</i>	<i>-</i>
<i>Matériel audiovisuel</i>	<i>2779.97</i>	<i>-</i>
<i>Balayeuse et autolaveuse motorisées</i>	<i>18000</i>	<i>-</i>